

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Entre :

La Communauté de Communes Terres Toulouses, sise à l'Hôtel de Ville, rue du Mémorial du Génie à Ecrouves (54200),
Représenté par Fabrice CHARTREUX, son Président, dûment habilité par délibération du 17 décembre 2020

Ci-après désignée "CC2T"

Et

La Société ENGIE ENERGIE SERVICES, ayant pour enseigne ENGIE Solutions, Société Anonyme au capital de 698.555.072 €, immatriculée au RCS de NANTERRE sous le N° 552 046 955, dont le siège social est situé 1, Place Samuel de Champlain – Faubourg de l'Arche, PARIS LA DEFENSE (92930),

Prise en son Agence Lorraine, sise 35 avenue du XXème Corps, Immeuble Quai Ouest 54000 Nancy, représentée par Renaud Rolla, Directeur d'Agence dûment habilité aux fins des présentes

Ci-après désignée "ENGIE Energie Services"

Et ci-après désignées individuellement ou collectivement "partie" ou "parties",

ONT CONVENU ENTRE ELLES DE CE QUI SUIT :

Préambule

Les Parties ont conclu entre elles un contrat de délégation de service public, signé le 20 Mai 2009 ci-après désigné « Contrat de DSP », pour la prise en charge du service public conception, construction et exploitation d'une chaufferie centralisée bois/gaz avec réseau de chaleur sur la commune d'Ecrouves par voie de concession.

Par courrier recommandé, reçu le 25/10/2019, la CC2T a rappelé les manquements depuis plusieurs années dans la production et la remise du Compte Rendu Annuel (CRA) par ENGIE Energie Services et ce, en dépit de multiples signalements lors de leur présentation. Après demande de compléments pour le CRA 2018 et une réunion en date du 26 juin 2019, la CC2T constate que l'engagement de mettre à jour le nouveau CRA à jour pour le 17 août n'a pas été tenu. La CC2T déclare décider d'appliquer les sanctions pécuniaires prévues dans le Contrat de DSP (article 81.3) et réclame une pénalité d'un montant de 108 909,81 €.

ENGIE Energie Services fait valoir que :

- La grande majorité des demandes listées dans un courriel du 04/06/2019 de la CC2T et présentées le 28/06/2019 ont été satisfaites selon un échéancier d'envoi convenu
- Toutefois l'engagement de remettre la mise à jour complète du CRA (version 2) pour le 17 août n'a pas été respectée par simple omission
- L'envoi du CRA complété (version 2) a été réalisé dès le lendemain du courrier reçu le 25/10/2019
- Aucune mise en demeure formelle par lettre avec accusé de réception, n'a été envoyée dans les conditions fixées dans le Contrat de DSP (article 96) par la CC2T. Cette absence de notification formelle pourrait être considérée comme une impossibilité du Délégataire de réparer son omission
- La pénalité, calculée sur l'assiette des recettes annuelles totales R2, y compris la part financement, est irraisonnable, le caractère exagéré de la clause est à prendre en compte **et impliquera des négociations entre les parties pour établir une nouvelle assiette.**

La CC2T fait valoir que :

- L'incomplétude du CRA n'est pas nouvelle et a déjà fait l'objet de rappels les années précédentes
- Le mail du DGAS de la CC2T du 18 juin constitue selon elle une mise en demeure de la collectivité, bien que rédigée par mail.

- L'article 81.3 de la Convention précise clairement que la pénalité s'applique sur l'ensemble des recettes R2 de l'année, tel que le contrat signé des parties le 20 mai 2009 le stipule.

Ceci étant précisé, les Parties se sont rapprochées afin de trouver une issue acceptable pour le calcul d'une pénalité compte tenu du préjudice subi par la CC2T et pour définir des sanctions pécuniaires raisonnables. La formalisation d'un avenant reprenant l'application de pénalités interviendra pour pallier des manquements potentiels pour les prochaines échéances de remise de CRA,

Elles ont convenu entre elles de ce qui suit, après avoir pris un temps de réflexion suffisant pour en évaluer les conséquences de toute nature.

Les Parties reconnaissent avoir pris parfaite connaissance de la totalité des éléments visés au présent accord sans qu'il soit besoin de les y annexer.

Article 1 – Montant de la transaction

La CC2T réclame une pénalité de 108 909,81 € correspondant à 141/500^{ème} de la redevance annuelle R2 de 386 208,52 €, soit une pénalité appliquée à compter du 18 juin 2019.

ENGIE Energie Services demande un calcul de pénalités établi à partir du 17/08, (date entendue lors de la réunion du 28/06/2019 pour fournir les derniers éléments réclamés par la CC2T) et la limitation de l'assiette des recettes R2 à la partie liée à l'exploitation (terme annuel R2a) pour définir les sanctions pécuniaires soit 8 666 €. La CC2T refuse ce montant de pénalité.

La CC2T accepte de réduire la sanction pécuniaire initialement prévue sur le R2 en la calculant sur la base du terme R2a annuel en lieu et place du terme R2 soit 23% de celui-ci, et arrondie à 25 000 €.

Les parties conviennent que cette pénalité sera acquittée par Engie Energie Services de la manière suivante :

- un avoir de 20.000 € sera réalisé par ENGIE Energie Services à la CC2T dès signature du présent protocole.
- une participation de 5.000 € sera proposée par ENGIE Energie Services à la CC2T pour organiser une action de communication.

Au vu de leurs prétentions respectives, les Parties ont accepté la proposition de la CC2T.

Article 2 – Concessions réciproques des Parties

2.1 – Concessions de la CC2T

- a. La CC2T accepte de réduire ses prétentions de pénalité de 108 909,81 € à 25 000 € selon la répartition de l'article 1.
- b. La CC2T, moyennant le règlement des prises en charges précitées, renonce à toute instance et action au titre des sommes réclamées pour le CRA 2018.
- c. La CC2T accepte de présenter au conseil communautaire, un projet d'avenant n°6 qui viendra modifier, l'article 81.3 du contrat de DSP afin d'appliquer, à compter du CRA 2019, les pénalités sur la base du terme annuel R2a.

Ainsi, l'article 81.3 :

« Lorsque le délégataire ne produit pas, ou produit de façon incomplète les documents prévus au chapitre VI des dispositions financières et comptables dans le délai imparti, les sanctions pécuniaires prévues à l'article 70 s'exercent, après mise en demeure de la collectivité restée sans réponse pendant quinze jours : le délégataire sera redevable de plein droit d'une pénalité égale à un pour cinq cent (1 p. 500) du montant de ses recettes R2 de l'année précédente par jour calendaire de retard. »

sera corrigé de la manière suivante :

« Lorsque le délégataire ne produit pas, ou produit de façon incomplète les documents prévus au chapitre VI des dispositions financières et comptables dans le délai imparti, les sanctions pécuniaires prévues à l'article 70 s'exercent, après mise en demeure de la collectivité restée sans réponse pendant quinze jours : le délégataire sera redevable de plein droit d'une pénalité égale à un pour cinq cent (1 p. 500) du montant de ses recettes R2a de l'année précédente par jour calendaire de retard. »

2.2 – Concessions de la société ENGIE ENERGIE Services

- a. ENGIE ENERGIE Services accepte la prise en charge des pénalités de 25 000 € selon le calcul et la répartition de l'article 1.
- b. ENGIE ENERGIE Services renonce à toute instance et action au titre des sommes prise en charge.
- c. ENGIE ENERGIE Services prend acte de la modification de l'article 81.3 du contrat de DSP.

Article 3 – Portée de l'accord entre les Parties

La présente transaction emporte renonciation à tout recours par chacune des Parties à l'égard de l'autre ou de tout tiers subrogé sur les faits décrits en préambule, leurs conséquences directes ou indirectes et fait son affaire et se porte garante à l'égard de l'autre partie de la même renonciation par tout tiers qui pourrait se trouver subrogé en tout ou partie.

Chacune des Parties conserve à sa charge les frais de conseils de toute nature qu'elle a pu exposer pour les besoins de son assistance dans le cadre du litige entre les Parties et qui ne seraient pas couverts par le présent accord.

Article 4 – Poursuite des relations entre les Parties

Les relations entre les Parties se poursuivent normalement, les garanties attachées au contrat exécuté entre elles et qui y sont attachées ne se trouvant ni altérées ni augmentées par le présent accord dès lors qu'elles n'y sont pas traitées.

Les Parties s'interdisent mutuellement de faire état du présent accord pour obtenir un quelconque avantage direct ou indirect dans toute autre relation entre elles et de s'y référer pour tout sujet qui n'en serait pas l'objet.

Article 5 – Transaction – effets

Il est expressément convenu entre les parties que le présent accord, sous réserve de sa parfaite exécution, constitue entre elles une transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil.

La transaction interdit par application des dispositions de l'article 2052 du Code civil l'engagement d'une procédure ayant le même objet.

Article 6 – Droit applicable

Le présent accord est soumis au droit français, sans réserve ni restriction.

En cas de litige né du présent accord, et qui ne pourrait être résolu entre les parties amiablement sous 30 jours calendaire après notification de l'objet du litige à l'autre partie par

lettre recommandée avec avis de réception, il sera porté devant la juridiction de droit commun compétente.

Article 7 – Annexes

Les pièces citées sont reconnues comme connues des deux Parties et ne seront pas annexées aux présentes, ce que chaque Partie accepte.

Fait à Ecrouves, le 17 décembre 2020 en deux exemplaires originaux dont un pour chacune des parties.

La CC2T
F. CHARTREUX,



Président.

ENGIE ENERGIE SERVICES

R. ROLLA,

The Engie logo, consisting of the word 'engie' in a bold, lowercase, sans-serif font, with a stylized arc above the letters.

Solutions
35, avenue du XXème Corps
CS 20285
54005 NANCY

Directeur d'Agence.

REÇU EN PREFECTURE

le 23/02/2021

Application agréée E-legalite.com

99_DC-054-200070563-20201217-PR0T_DSP_2_